

De : Sophie Panonacle [mailto:xxxxx]

Envoyé : vendredi 18 janvier 2019 11:01

À : xxxxx

Objet : Re: copie de courrier envoyé par les services de la Poste

Madame, Monsieur xxxxx,

J'accuse bonne réception de votre correspondance.

Je vous invite à prendre part au grand débat national qui a débuté mardi 15 janvier pour renouer le dialogue avec les Français et faire émerger collectivement des solutions.

Ce grand débat national portera sur quatre thèmes :

- L'impôt, les dépenses et l'action publique.
- L'organisation de l'État et des collectivités publiques.
- La transition écologique.
- La démocratie, la citoyenneté et le vivre ensemble.

Je vous adresse dès aujourd'hui la lettre du Président de la République aux Français et le communiqué du Premier ministre précisant l'organisation de ce grand débat national.

Comme le Chef de l'État, je souhaite que le plus grand nombre de Français puisse participer. C'est pourquoi je prendrai toute ma part à cette grande consultation démocratique en organisant deux réunions citoyennes à Biganos et Gujan-Mestras. J'en communiquerai les dates très prochainement.

Comptant sur la mobilisation et la participation du plus grand nombre, je vous adresse, Madame, Monsieur, l'expression de ma sincère considération.

Sophie PANONACLE

Députée de la Gironde



Le jeu. 17 janv. 2019 à 10:51, xxxxx a écrit :

Madame,

Voici ci-joint la copie du courrier que nous avons envoyé par les services de la Poste en fin d'année 2018.

Il semblerait que votre service administratif ne l'a pas réceptionné malgré mon avis de suivi affirmant la bonne distribution.

La situation de notre pays est grave, nous vous remercions de bien vouloir lire attentivement notre requête et les quelques liens en fin de ce message.

Un débat est organisé, c'est très bien, allons nous mettre sur la table un débat sur la situation de l'euro au sein de l'Union Européenne, allons-nous enfin faire le bilan de la situation économique, financière, sociale, éducative et morale dans notre pays la France mais aussi au sein de l'Union Européenne depuis le traité de Maastrich en 1992 ?

La classe politique a fait beaucoup de promesses depuis plusieurs décennies, n'est-il pas temps de regarder la réalité en face et de faire le bilan de ces politiques depuis 30 ans ?

L'élection présidentielle aurait dû être l'occasion de dresser un vrai bilan mais cela n'a pas été le cas, les élites politiques et industrielles ne veulent pas faire ce bilan car il est catastrophique.

Les français se réveillent enfin et n'acceptent plus les mensonges, la manipulation, la corruption, la dictature grandissante dans notre pays.

Votre mission de députée est de représenter le peuple et non pas de représenter une oligarchie qui trahie la France et les valeurs de notre constitution.

Il y a un an, Monsieur Emmanuel Macron déclarait devant la chaîne de télévision britannique BBC le 18 janvier 2018 – que les Français voteraient probablement en faveur de la sortie de la France de l'Union européenne (Frexit) s'il daignait les interroger par référendum à ce sujet. M. Macron sait donc pertinemment que la politique qu'il mène ne recueille absolument pas l'assentiment majoritaire du peuple français, qu'elle est donc dépourvue de toute légitimité, et qu'elle bafoue en même temps :

- l'article 3 de notre Constitution qui pose que « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum » et qu'« aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ».
- et l'article 5 de notre Constitution qui pose que le président de la République « veille au respect de la Constitution » et « est le garant de l'indépendance nationale ».

Si la constitution a un sens à vos yeux, nous vous remercions de faire tout ce qui est en votre pouvoir avec vos collègues députés et sénateurs pour la faire respecter.

Avec nos salutations républicaines.

xxxxx

<https://www.upr.fr/actualite/le-scandale-du-livret-a-allocation-de-francois-asselineau/>

<https://www.upr.fr/actualite/un-premier-depute-m-marlin-soutient-la-demande-de-lupr-de-lancer-la-procedure-de-destitution-de-macron-et-demande-a-son-groupe-lr-den-faire-autant/>

<https://www.upr.fr/actualite/france/mise-a-jour-de-notre-dossier-dappel-a-lancer-la-procedure-de-destitution-de-macron-incluant-3-nouvelles-violations-de-la-constitution-par-le-president-de-la-republique/>